

# Darmanin entend privilégier « les sujets de fond »

Faute de candidats, le choix de maintenir le ministre Place Beauvau s'est imposé comme un gage de stabilité

Mardi 9 janvier, il installait Céline Berthon, ex-directrice générale adjointe de la police nationale, dans ses nouvelles fonctions à la tête de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI); le lendemain, il se tenait au côté de Gabriel Attal, à peine nommé à Matignon, au commissariat d'Ermont-Eaubonne (Val-d'Oise); vendredi 12 janvier, il saluait à Bièvres (Yvelines) le nouveau chef du RAID (Recherche assistance intervention dissuasion), l'unité d'intervention de la police. Pour le ministre de l'intérieur, Gérard Darmanin, le remaniement aura eu des allures de non-événement.

L'Elysée avait-il un autre choix que celui de maintenir à ce poste l'omniprésent ministre, qui incarne la fonction à force de surexposition médiatique en même temps qu'il offre un rempart à Emmanuel Macron, dont les prises de position sur les violences policières ou les contrôles au faciès en 2021 n'ont toujours pas été digérées par la profession? Et le ministre, sauf à risquer un procès en désertion, disposait-il d'une autre option, à six mois des Jeux olympiques et paralympiques?

« Il est affûté et a les bons réflexes pour zéro coût d'entrée » dans la fonction, justifie l'entourage de Gérard Darmanin. Ce choix est pourtant, aussi, un choix par défaut: non seulement le vivier macroniste est pauvre en profils sécuritaires mais, observe un préfet, « une rupture à Beauvau avant les JO impliquait des risques que le président de la République n'était pas prêt à courir ».

## « Un tremplin pour 2027 »

Au lendemain des émeutes de l'été 2023, Gérard Darmanin disait pourtant redouter « l'année de trop » dans un ministère « usant » et évoquait même prudemment des envies de déménagement au Quai d'Orsay. Après sa reconduite au poste, le plus exposé du gouvernement, il assure désormais qu'il a « envie » d'y durer, au moins une petite année supplémentaire. Qu'il parvienne à s'y maintenir et sa longévité Place Beauvau le placerait en troisième position des ministres de l'intérieur les plus « durables » de la V<sup>e</sup> République derrière les gaullistes Roger Frey et

« IL A DÉCROCHÉ  
BEAUCOUP DE MOYENS,  
MAIS POUR QUELLE  
STRATÉGIE D'ENSEMBLE  
ET AVEC QUELLE  
ÉVALUATION ? »

ALEXANDRE TOUZET  
maire de Saint-Yon (Essonne)

Raymond Marcellin (cinq ans et demi de mandats chacun environ, entre 1962 et 1974). « S'il avait quitté le gouvernement, il aurait été isolé, analyse le député (La France insoumise, LFI) d'Ille-et-Vilaine Frédéric Mathieu. Rester à l'intérieur lui donne un tremplin pour 2027, quitte à y laisser un champ de ruines en se plaçant sous la tutelle des syndicats, comme il le fait depuis le début. »

Les remuantes organisations professionnelles de policiers viennent justement de se rappeler à son bon souvenir. Mercredi 10 janvier, une caravane de bus affrétée par Unité-SGP Police-FO a fait le tour de Paris pour réclamer des réponses sur la prime de voie publique, la revalorisation des salaires des PATS (personnels administratifs, techniques et scientifiques) et les mesures de reclassement. Autant d'engagements consignés dans un protocole datant de 2022, « mais toujours pas mis en œuvre », selon les syndicats. « C'était notre cérémonie d'ouverture à nous, ironise Grégory Joron, secrétaire général du syndicat. Et sans réponse sur ces revendications comme sur les JO, on lancera un décatlon de la mobilisation policière. »

Après avoir accepté de repousser leur cérémonie des vœux, initialement prévue le 10 janvier en plein remaniement, les rivaux du syndicat Alliance haussent également le ton: le 18 janvier sera bien une « journée noire » dans la police. Mots d'ordre: « activité minimum dans tous les services » et « rassemblements » à travers le pays pour obtenir des garanties indemnitaires et sociales – comme les gardes d'enfants des fonctionnaires – avant la mobilisation générale décrétée pour les JO.

« C'est un moment assez classique de revendication avant un grand



Gérald Darmanin, au commissariat d'Ermont-Eaubonne (Val-d'Oise), le 10 janvier 2024. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

événement, tente de désamorcer l'entourage de M. Darmanin. Les syndicats ont de bonnes relations de travail avec le ministre. Nous ne sommes pas inquiets au sujet de l'engagement des forces de l'ordre, mais c'est vrai, on doit être au clair sur le plan indemnitaire et l'accompagnement social et ce sera fait avant la fin du mois de janvier. »

A condition de rattraper le temps perdu. « Tout a été recentralisé. S'il n'est pas disponible, rien ne se passe », déplore un cadre syndical, selon lequel le ministre, accaparé par son projet de loi « immigration » a été « aux abonnés absents tout au long du dernier trimestre 2023 ».

« Le ministère de l'intérieur, ça fonctionne quand le ministre est là, travaille et fait la synthèse en mettant les mains dans le cambouis », balaie M. Darmanin, qui met en avant sa réforme de la police: « Personne ne l'avait fait et aujourd'hui, ce n'est plus un sujet. On l'applique et on a modernisé une grande insti-

tution pas si facile à bouger. » Désormais, il assure vouloir se consacrer à des chantiers techniques, comme la numérisation ou la coopération internationale, qu'il entend mener à leur terme après avoir « réinstauré le principe du temps long ». Comprendre: une exposition médiatique réduite, ponctuée de « déplacements plus longs, deux ou trois jours, pour aborder les sujets de fond et surtout écouter les gens ».

## Hausse du nombre d'homicides

Le ministre, qui cultive son ancrage dans les territoires au point d'avoir effectué un déplacement tous les deux jours en moyenne depuis son arrivée Place Beauvau en juillet 2020, sait qu'il doit désormais apaiser le sourd mécontentement d'élus locaux encore sonnés par l'ampleur des émeutes de l'été 2023. Au mois d'octobre 2023, huit organismes, dont la puissante Association des maires de France, ont annoncé la créa-

tion du Collectif inter-associations d'élus pour la sécurité et la prévention dans le but affiché d'être davantage écoutés par le ministre de l'intérieur.

« Il a un savoir-faire politique évident en termes de contact avec les élus mais sans véritable construction avec eux, note Alexandre Touzet, maire Les Républicains de Saint-Yon (Essonne) et « M. Sécurité » de l'Assemblée des départements de France. Certes, il a décroché beaucoup de moyens mais pour quelle stratégie d'ensemble et avec quelle évaluation? Pour le moment, c'est encore flou. »

Ces critiques sont d'autant plus vives que les plus récents indicateurs de la délinquance, pour l'année 2022, offrent un contrepoint au volontarisme du ministre: une hausse de 15 % du nombre d'homicides, soit un pic de 959 cas, et une augmentation équivalente des coups et blessures volontaires. « On n'a jamais mis autant de policiers dans la

rue, ils font des affaires: la hausse traduit aussi cette tendance » veut convaincre l'entourage de M. Darmanin.

D'avantage que des défis administratifs ou des négociations syndicales, la grande inconnue de la future action de Gérard Darmanin tient à sa marge de manœuvre au sein d'un gouvernement dirigé par Gabriel Attal, dont l'entourage a dû insister sur le « lien de subordination » entre le ministre de l'intérieur et le premier ministre.

« Je suis très heureux de travailler avec lui », a assuré M. Darmanin, vendredi. « Il a surtout dû obtenir l'assurance de ne rendre de comptes qu'au président de la République, tacle le député Frédéric Mathieu. Au moment de la motion de rejet de son projet de loi "immigration", c'est directement à Emmanuel Macron, et non à la première ministre, Elisabeth Borne, qu'il avait présenté sa démission. » ■

ANTOINE ALBERTINI